

Nouvelles du réseau



LA LETTRE D'INFORMATION DU RÉSEAU EUROPÉEN DES ASSOCIATIONS DE LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ ET L'EXCLUSION SOCIALE

N°112 | MAI - JUIN | 2005

Editorial

Le cercle vicieux de l'isolement

On n'est pas forcément pauvre quand on vit seul(e); on n'est pas (et on ne sent pas) forcément seul(e) quand on est pauvre... Si la pauvreté, la solitude et l'isolement ne sont pas inexorablement liés, ils sont souvent les ingrédients d'un cercle vicieux qui mène à l'exclusion sociale.

Au-delà du fait même de vivre isolé, c'est probablement le «sentiment de solitude» qui conduit un nombre croissant de personnes à ne pas s'ouvrir aux autres de leurs problèmes, à renoncer à «alimenter» leurs réseaux sociaux, qu'ils soient familiaux, amicaux ou communautaires. Et vivre à la marge, c'est le lot de millions de personnes en situation de pauvreté, car elles se sentent incapables de participer à la société; une société où être actif, consommer, «avoir les moyens» est de plus en plus valorisé, notamment au travers de la publicité.

De plus, dans de nombreux pays, la famille n'est plus un refuge, un antidote contre la solitude et l'isolement. Les ruptures familiales sont d'ailleurs souvent la cause d'un décrochage avec son environnement affectif, tout comme la perte d'un emploi peut conduire à un éloignement du marché du travail. Les opportunités de participer à la vie sociale s'amenuisent et l'exclusion sociale pointe...

Jeunes en décrochage scolaire ou professionnel, personnes âgées abandonnées des leurs, personnes sans-abri à la recherche d'eux-mêmes... Ce numéro de *Nouvelles du Réseau* essaie de démêler cet écheveau complexe qui mêle étroitement isolement objectif et solitude psychologique. Une approche certes encore trop superficielle qui mériterait d'être prolongée par les acteurs qui sont confrontés à ces phénomènes: du travailleur social de terrain au chercheur d'université, en passant par le responsable politique. Car la solitude, si elle relève bien de la subjectivité de l'être humain et de sa composante relationnelle, peut conduire à des situations de vie dont on se sort très difficilement.

Vincent Forest

SOLITUDE, ISOLEMENT ET PAUVRETE

SOMMAIRE

Vivre seul(e)

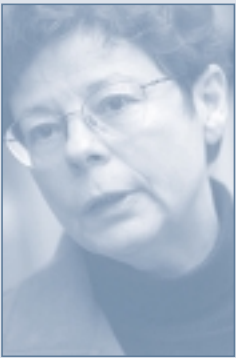
- «On se sent seul, on n'ose plus aller vers les autres et on finit par se sentir exclu». Interview de Marie-Thérèse Casman, de l'Université de Liège (Belgique) **2**
- Des contacts sociaux réduits chez les personnes âgées **4**
- Quelques statistiques..... **4**
- Solitude et sans-abrisme **5**
- Le portrait de Leszek, de Pologne **5**
- Difficile de se lancer dans la vie quand on est seul(e) **6**
- Développer la participation des jeunes pour contrer l'isolement..... **6**

Nouvelles de la République tchèque

- La Constitution: une pomme de discorde..... **7**
- Le modèle social européen, vu de Prague..... **7**
- Présentation du réseau tchèque d'EAPN **8**
- Taux de pauvreté en République tchèque..... **8**

«On se sent seul, on n'ose plus aller vers les autres et on finit par se sentir exclu»

Les liens entre pauvreté, solitude et isolement sont étroits et complexes. Rencontre avec Marie-Thérèse Casman, chercheuse à l'Institut des sciences humaines et sociales de l'Université de Liège (Belgique).



Marie-Thérèse Casman,
de l'Université de Liège (Belgique)

Marie-Thérèse Casman: Depuis les années 60, les personnes qui vivent seules sont de plus en plus nombreuses: près d'un ménage sur trois se compose d'une personne seule. Les études montrent que les personnes isolées (davantage les femmes que les hommes) sont plus souvent touchées par la pauvreté que les personnes vivant dans des ménages composés de plusieurs personnes. La catégorie de ménages qui a un taux de pauvreté plus élevé que les isolés, ce sont les familles monoparentales.

Pour donner une idée un peu plus précise, si on prend le cas de la Belgique, on remarque que 13% des isolés ont entre 16 et 34 ans, 22% entre 35 et 54 ans et 65% pour les 55 ans et plus. Au niveau de l'état civil, il y a 37% de célibataires, 1% de personnes mariées, 41% de veufs, 18% de divorcés et 3% de séparés. On constate aussi que parmi les isolés, 33% ont une activité professionnelle et 67% n'en ont pas ou plus (essentiellement les personnes pensionnées et les jeunes n'ayant pas d'emploi). On se rend compte également que les isolés sont plus nombreux à déclarer que leur état de santé n'est pas satisfaisant (10% contre 4% pour les non isolés). Ce sont surtout les pensionnés isolés qui estiment que leur santé est mauvaise ou très mauvaise (14%).

A la question «avec le revenu que vous avez, connaissez-vous des difficultés pour joindre les deux bouts», les personnes qui vivent seules sont plus nombreuses à déclarer s'en sortir très difficilement; elles ne sont «dépassées» que par les personnes vivant en situation monoparentale.

Jeunes, personnes âgées et parents isolés sont parmi les catégories les plus touchées par la pauvreté. Comment l'expliquer?

Les jeunes isolés sont davantage touchés par la pauvreté parce qu'ils sont moins bien insérés dans le marché

de l'emploi. Les personnes âgées, surtout les plus âgées, sont surtout des femmes dont un nombre non négligeable ont encore des pensions dérisoires car elles ont travaillé sans couverture sociale.

Quand aux familles monoparentales, des études montrent que les femmes (dans la grande majorité des cas) qui se retrouvent dans cette situation ont un niveau d'instruction inférieur aux femmes en couple, et que proportionnellement, elles sont moins nombreuses à exercer une activité professionnelle. Si on ajoute à cela que, d'après les estimations, environ un tiers des pensions alimentaires ne sont pas ou irrégulièrement payées, on peut comprendre qu'elles soient touchées par la pauvreté... et leurs enfants par la même occasion.

Il ne faut évidemment pas généraliser en disant que toutes les femmes vivant en situation monoparentale sont

pauvres ou soumises au risque de la pauvreté; cela dépend de leur formation, de leur emploi ou encore du soutien familial éventuel. L'augmentation du nombre de personnes vivant seules est due en partie aux nouvelles configurations familiales: moins de mariages, plus

de divorces, des mariages plus tardifs, une diminution importante de la cohabitation intergénérationnelle,...

«La cellule familiale n'est pas un rempart suffisant contre l'exclusion sociale»

«Solitude» et «isolement» sont-ils synonymes?

A mon avis, on doit distinguer sentiment de solitude et isolement objectif. On peut très bien vivre de façon isolée (dans un ménage où on vit seul) et ne pas du tout ressentir la solitude, parce qu'on a des relations familiales, amicales et professionnelles. Par ailleurs, on peut vivre dans un ménage composé de plusieurs personnes et ressentir subjectivement la solitude pour des raisons relationnelles (ne pas se sentir compris, se sentir rejeté, pas pris en compte...).

Il faut donc distinguer un phénomène plutôt objectif de sentiments subjectifs. Par ailleurs, les deux éléments peuvent être présents chez certaines personnes, par exemple chez des personnes âgées qui se retrouvent seules après un deuil ou des personnes qui se retrouvent seules après des problèmes conjugaux et une rupture.

Comment, d'après vous, le «sentiment de solitude» peut-il conduire au «sentiment d'exclusion» et à l'affaiblissement des liens sociaux?

Le sentiment de solitude qui mène au sentiment d'exclusion touche surtout à la psychologie des individus: on se sent seul, on n'ose plus aller vers les autres et on finit par se sentir exclu. Ce phénomène peut se développer sans aucun lien avec la pauvreté. En fait, on parle souvent de «lien social» parce que les pouvoirs publics espèrent que la société civile (par l'intermédiaire de la famille, des voisins, etc.) prenne en partie en charge la question de la pauvreté et de la précarité.

Il s'agit d'une certaine façon pour l'Etat Providence ou l'Etat social, qui semble en difficulté pour gérer tous les problèmes, de tenter d'activer une 'société providence' en appelant au développement des solidarités familiales et de voisinage».

La cellule familiale est-elle encore, en Europe, un rempart contre l'exclusion sociale?

Je ne crois pas que la cellule familiale soit un rempart suffisant contre l'exclusion sociale. Elle peut l'être mais pas systématiquement. Croire que l'on peut résoudre la pauvreté en faisant appel au réseau familial est sans doute un leurre, dans la mesure où il faut

tenir compte que, dans ce contexte, on fonctionne beaucoup par «affinités électives» (on aide ceux que l'on préfère et pas nécessairement ceux qui en ont le plus besoin). D'autre part, on ne peut pas ériger en règle ce type de soutien car il y a des aspects démographiques importants (quel soutien pour ceux qui n'ont pas ou peu de famille?). De plus, la conception de la solidarité par chacun peut être très diversifiée.

Les personnes seules ont-elles plus de difficultés à accéder à leurs droits?

Si les personnes qui vivent seules sont isolées en terme de réseau social et familial, il est vraisemblable qu'elles ont des difficultés plus importantes pour connaître leurs droits, obtenir de l'information. Je pense que certaines catégories de personnes peuvent se retrouver vraiment reléguées, par exemple les personnes très âgées, lorsqu'elles ne sont pas entourées par la famille ou le voisinage. Ces personnes craignent de demander. Ce sont alors parfois des intervenants, comme le médecin traitant, voire le facteur, qui peut orienter ou faire des démarches pour que ces personnes accèdent à leurs droits.

La solitude est-il surtout un problème urbain?

Il semblerait en effet que ce soit surtout les grandes villes qui comptent le plus de personnes vivant seules. Cependant, beaucoup d'intervenants travaillant en milieu rural estime que ce phénomène est aussi présent: c'est notamment le cas des agriculteurs qui refusent de quitter leur maison, même lorsqu'ils sont très âgés. En fait, au niveau local, il serait vraiment important d'établir un état des lieux des problèmes posés par la situation de solitude de certaines personnes. C'est souvent à l'occasion d'un drame (comme la mort d'une personne, découverte bien longtemps après son décès) qu'on s'intéresse à ces situations.

Peut-on considérer que le travail est toujours, au XXIe siècle, le lieu privilégié de la socialisation?

L'insertion professionnelle continue à avoir une importance très grande: il procure un revenu; il procure aussi un sentiment d'appartenance à une collectivité, une certaine utilité sociale. Il reste donc le meilleur moyen à l'heure actuelle pour vivre dignement. Mais il est vrai que l'Europe connaît de plus en plus le phénomène des «travailleurs pauvres» qui fait que certaines personnes ne peuvent vivre dignement bien qu'elles travaillent.

Peut-on parler dans ce cadre de «culture de l'échec»?

Je n'aime pas beaucoup cette expression car je crois qu'il est abusif de dire que des catégories sociales cultivent l'échec. Que ces catégories se retrouvent dans des systèmes qui les mènent régulièrement à l'échec, c'est certes réel, mais il est peut-être plus juste de dire que nous vivons dans une société qui tend à responsabiliser (ou culpabiliser) les principales victimes du fonctionnement ou des dysfonctionnements économiques et sociaux.

Ainsi, on passe beaucoup de temps et d'énergie à «activer» les chômeurs ou les allocataires sociaux (ce qui peut avoir par ailleurs un effet bénéfique en terme d'insertion pour certains d'entre eux), mais il n'y a pas - ou en tout cas pas assez - d'emplois pour ces personnes à qui l'on demande sans cesse de renouveler leurs efforts pour trouver un emploi. Dans ce contexte, comment cultiver autre chose que l'échec?

Entretien: V. Forest

«Il faut distinguer sentiment de solitude et isolement objectif»

«On crève de solitude et d'ennui avant de crever de faim»

Rapport général sur la pauvreté 1994 (Belgique)

«Qui sait ce qu'est la vraie solitude — non pas la solitude dont tout le monde parle, mais la sourde terreur? Même face aux solitaires, elle porte un masque»

Joseph Conrad

«Je suis seul car je suis un misérable, et je refuse d'assombrir par ma présence le bonheur des autres»

Samuel Johnson

«La pauvreté la plus terrible est la solitude, et le sentiment de ne pas être aimé»

Mère Teresa de Calcutta

«Seules les âmes solitaires savent ce que je ressens ce soir, seuls les solitaires savent les tourments de ce sentiment»

Roy Orbison

Les personnes âgées isolées

Quelques chiffres...

La pauvreté touche les ménages de manière différenciée: si l'on ne tient pas compte des familles nombreuses (2 adultes, 3 enfants ou plus) - dont le taux de pauvreté était de 27% en 2001 - ce sont les personnes seules qui souffrent le plus de pauvreté:

Adultes seuls: 25%

Hommes seuls: 18%

Femmes seules: 28%

Adultes seuls avec un enfant (dont une forte majorité de femmes): 35%

La même année, 17% des personnes retraitées, 19% des plus de 65 ans et 19% des 16-24 ans avaient des revenus inférieurs au seuil de pauvreté, au niveau de l'UE-15. Bien qu'ils ne vivent pas tous seuls, c'est le cas de bon nombre d'entre eux.

La majorité des personnes âgées est en bonne santé et bien intégrée à la société, mais certaines s'isolent de plus en plus au fil des ans, ce qui peut entraîner dépression, solitude et, dans certains cas extrêmes, la mort.

Souvent, les gens considèrent que leurs contacts sociaux s'amenuisent lorsqu'ils quittent leur emploi et leur réseau professionnel.

Au fil du temps, il se peut que leur santé et leur mobilité déclinent. Des infrastructures et des services inaccessibles, de par leur configuration physique ou la rapidité qu'ils exigent, peuvent alors devenir des obstacles à la participation. La peur de l'insécurité et une mauvaise estime de soi peuvent aussi conduire de nombreuses personnes âgées à «se retirer» de la société.

Il est tout aussi évident que lorsque les personnes vieillissent, leur réseau de contacts sociaux (amis, conjoint, etc.) diminue car l'entourage déménage ou décède. L'isolement associé à l'âge n'est donc pas uniquement ou prioritairement lié aux capacités, désirs et attitudes des individus, mais également aux effets du temps sur son propre réseau social, particulièrement lorsque l'on perd les personnes les plus proches et les plus aimées.

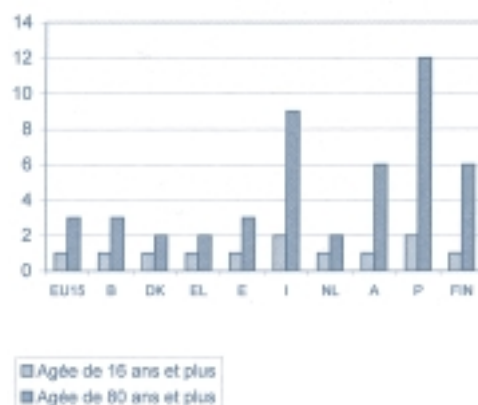
Etant donné que les femmes ont une espérance de vie plus élevée que les hommes et doivent souvent se contenter de pensions peu élevées, les femmes âgées risquent de se retrouver dans le pire des isolements.

Aucun indicateur ne peut donner une image fiable des situations d'isolement auxquelles sont confrontées les personnes âgées, mais les données qui suivent permettent d'avoir une idée des réalités vécues par de nombreuses personnes:

Vivre seul: d'après Eurostat, 20% de tous les ménages retraités sont composés d'une seule personne âgée. Les projections laissent penser que jusqu'à 32% des personnes âgées de plus de 65 ans et 45% des plus de 80 ans vivront d'ici à 2010 dans la solitude.

Contacts sociaux: le graphique ci-dessous démontre que plus on vieillit, plus on voit se réduire ses contacts sociaux. La moyenne de l'UE indique qu'une personne vivant isolée a trois fois plus de «chances» d'être âgée de plus de 80 ans. Des études au Royaume-Uni ont montré que 20% des personnes de plus de 65 ans passent plus de 12 heures seules par jour et que 7% ont, au cours de l'année qui précède, eu l'impression que personne ne connaissait leur existence.

Pourcentage de la population n'ayant que peu ou pas de contacts, en fonction des groupes d'âge, 1999



Source: Conditions de vie en Europe - Livret statistique, Données 1998-2002, publié en 2004

Contacts avec les générations plus jeunes: selon la récente enquête européenne 'SHARE', 21,9% des plus de 80 ans n'ont pas ou plus d'enfant en vie. Parmi les personnes âgées de plus de 70 ans ayant un enfant en vie, seuls 15% vivent dans le même ménage que l'un de leurs enfants et 16% n'ont pas d'enfant vivant à moins de 25 km.

Mobilité et santé: selon Eurostat, chaque groupe d'âge plus âgé court systématiquement plus de risques d'être confronté à un problème de santé physique (maladie ou handicap) ou mentale que le groupe d'âge qui précède. Ce risque connaît une nette augmentation vers la fin de la vie; 16,1% des personnes âgées entre 65 et 74 ans étant dans cette situation contre 36,2% des personnes âgées de plus de 85 ans.

Accessibilité et crainte: une récente étude britannique de 'Help the Aged' et 'British Gas' montre qu'au Royaume-Uni, plus d'un million de personnes âgées de 65 ans ou plus (soit 12%) se sentent cloîtrées chez elles.

Événements dramatiques: en août 2003, en France, une canicule a causé la mort de 10.000 personnes en deux semaines, principalement parmi les personnes âgées. Cela a révélé très clairement à la fois l'existence de l'isolement et la réalité des risques qui l'accompagnent.

AGE, en tant que réseau, s'engage à traduire la voix des personnes âgées et la vaste expérience de ses membres dans son travail de campagne sur cette question, en vue d'aboutir à l'élaboration de solutions politiques à long terme et ce, à tous les niveaux de gouvernement.

Edward Thorpe

Chargé de mission à la Plate-forme européenne des personnes âgées

Solitude et sans-abrisme

La rupture des réseaux sociaux est l'une des causes du sans-abrisme. Difficile, seul, de s'en sortir.

Au sein de la famille et du cercle d'amis, une aide est accordée sans rien exiger en retour. Les personnes qui ne sont pas entourées sont très vulnérables. C'est souvent le cas des sans-abri, privés de l'aide ou du contact de la famille. De plus, une crise familiale peut constituer un des facteurs qui les chassent de leur domicile et leur fait perdre tout contact avec les membres de la famille.

L'ONG britannique «Crisis», dans son rapport intitulé «Homelessness and Loneliness: The Want of Conviviality» (1) illustre clairement ce phénomène. Il présente une recherche récemment menée au Royaume-Uni, qui montre que les disputes familiales figurent parmi les facteurs les plus souvent cités par les jeunes sans-abri pour expliquer leur départ de la maison familiale. L'ONG suggère que c'est l'évolution de la famille au cours des dernières années qui l'a fragilisée. A la lumière du lien de plus en plus étroit entre rupture familiale et sans-abrisme, l'ONG Crisis propose de mettre en place des services de médiation préventive.

Les sans-abri, dont les liens sociaux ont irrémédiablement été rompus, se retrouvent privés des points de repère que la plupart d'entre nous considère comme allant de soi. Confrontés à une situation de stress extrême et à des obstacles qui paraissent insurmontables, ils ne peuvent faire appel au premier groupe d'aide au moment où ils en ont le plus besoin.

Les effets insidieux de l'isolement

Les effets insidieux de l'isolement et de la solitude, qui pèsent d'une manière chronique sur les sans-abri, ont été analysés par le Professeur français Xavier Emmanuelli (2), fondateur du Samu Social (un service d'urgence destiné aux sans-abri). Sa longue expérience de travail avec les sans-abri vivant dans la rue et souffrant de graves problèmes physiques (souvent laissés sans soins, les sans-abri se «laissent aller», ce qui peut avoir des conséquences fatales) l'a poussé à analyser les raisons qui font que les sans-abri supportent des niveaux extrêmes de souffrance physique et mentale sans demander la moindre aide.

Il est l'auteur d'une théorie selon laquelle le processus d'isolement et d'exclusion pousse certains sans-abri à

perdre la subconscience d'eux-mêmes et de leur être physique. Ils peuvent en développer un sentiment d'invivabilité. Ne bénéficiant plus du regard d'autrui, ils ont l'impression de ne plus être là. Voilà comment il explique que les sans-abri négligent leur santé physique à un point tel que cela semble incompréhensible, presque impossible. L'auto-perception étant très difficile à restaurer, le sans-abri se coupe de la société.

En guise d'illustration, le professeur explique que les sans-abri avec lesquels il a travaillé étaient presque toujours sans papier d'identité, leur unique passeport vers le système d'aide sociale publique. Chaque fois qu'on leur en fournissait, ils les perdaient systématiquement. D'après lui, cet acte est révélateur du sentiment sous-jacent qui anime les sans-abri: ils ne sont «personne» et n'ont aucune identité sociale.

Garder un logement locatif

Pour les sans-abri qui sont parvenus à briser la spirale menant à l'exclusion et à trouver un nouveau logement locatif, le sentiment de solitude peut être le facteur d'une solution durable ou non. Emménager dans un logement permet à certains anciens sans-abri de couper les liens qui posaient problème et pourraient les faire replonger dans l'alcool ou la drogue.

Cependant, si rien ne vient les remplacer, la solitude peut parfois les renvoyer dans la rue et vers les structures pour sans-abri qu'ils fréquentaient et qui leur offraient une compagnie dont ils sont maintenant privés. Dans le «Resettlement Handbook» rédigé pour l'Alliance nationale des sans-abri, Pip Bevan (3) met en garde: une fois l'exaltation de l'emménagement émusée, l'isolement et la dépression prennent le relais et il est indispensable à ce moment là que l'ancien sans-abri reçoive l'aide nécessaire pour renouer les liens familiaux et reconstituer un réseau social.

Dearbhal Murphy

Coordinatrice du groupe de travail «Santé et Protection sociale» de la FEANTSA

(1) Crisis 2000: Gerard Lemos: "Homelessness and Loneliness: the Want of Conviviality", <http://www.crisis.org.uk/researchbank>

(2) Basé sur une présentation de Xavier Emmanuelli lors de la "Grande Conférence Catholique", Brussels, November 2004.

(3) Bevan P. (1998): "Resettlement Handbook, National Homeless Alliance". Pip Bevan est membre du groupe de travail de la FEANTSA sur la Santé et la Protection sociale.

LE PORTRAIT DE LESZEK

«Je m'appelle Leszek et je suis né en Pologne en 1953. Quand j'ai quitté l'école, j'ai entamé une carrière d'électricien. Mon emploi m'obligeait à souvent voyager et je dormais dans des auberges pour travailleurs. L'atmosphère y poussait à consommer de l'alcool. C'est alors que j'ai décidé de mettre à profit mes talents artistiques. Je jouais de la guitare dans des concerts et des soirées. J'avais l'impression de perdre mes attaches avec ma terre et ma maison. Bien vite, j'ai perdu mes racines et le sentiment de contrôler ma propre vie.

Loin de mes parents et de mes amis, je n'ai eu bien vite que l'alcool comme unique compagnon. J'ai ensuite perdu la seule source de joie dans ma vie: ma famille. Je me suis retrouvé seul dans la rue et vécu la vie d'un sans-abri. J'ai fait l'effort de demander de l'aide à l'administration, mais à chaque contact, le poids de leur regard devenait de plus en plus insupportable: ils voyaient en moi un perdant et un problème.

Alors que je suivais une thérapie pour régler mes problèmes d'alcoolisme, j'ai appris l'existence de la Fondation Barka pour l'entraide à Poznan. Lors de mon séjour dans un centre d'accueil de Barka, j'ai appris à faire à nouveau confiance aux gens et à leur respect, tout en retrouvant le sentiment d'être accepté. Aujourd'hui, mon projet de vie, ma passion, est d'aider d'autres personnes dans le besoin. Aujourd'hui, je peux le faire car je travaille pour l'Association d'Urgence sociale de Barka. »

Source: EAPN, «L'Union européenne que nous souhaitons», bientôt disponible.

Difficile de se lancer dans la vie quand on est jeune et seul(e)

Jeunes: participer pour contrer l'isolement

Le Forum européen de la Jeunesse vient de mettre en place un groupe de travail sur l'inclusion sociale et la participation des jeunes, dont le but est d'élaborer des propositions stratégiques pour promouvoir la participation active des jeunes dans la société et la politique, à tous les niveaux: local, régional, national et international.

Cependant, nombreux sont les jeunes issus de milieux défavorisés qui sont confrontés à d'autres obstacles lorsqu'ils veulent participer à la société. Eliminer ces obstacles et œuvrer pour l'inclusion sociale et la participation des jeunes méritent, pour cela, une attention spéciale. Le groupe de travail sur l'inclusion sociale et la participation des Jeunes se réunira pour la première fois en juin 2005.

Pour de plus amples informations:
<http://www.youthforum.org>

Si la primauté donnée dans la Stratégie de Lisbonne à l'emploi et à la croissance peut apporter un nouvel élan à l'économie européenne dans sa globalité, elle risque de ne pas parvenir à éradiquer la pauvreté d'ici à 2010, comme cela est prévu. En 2002, 68 millions de personnes, soit 15% de la population européenne, vivaient sous la menace ou en situation de pauvreté. Qui plus est, d'après un récent rapport d'Eurostat, il y a 14 millions de «travailleurs pauvres». Faute de statistiques officielles propres aux jeunes, nous pouvons supposer que les jeunes constituent une grande proportion de ces «travailleurs pauvres».

En effet, ce sont les jeunes qui subissent souvent les pires conditions de travail: contrats à durée déterminée, aucun accès aux systèmes de sécurité sociale, emplois peu rémunérés, absence de formation dans l'intervalle entre l'école et le marché du travail, etc. Cette réalité est directement liée aux problèmes d'émancipation que connaissent les jeunes. En créant un groupe de travail sur l'inclusion sociale et la participation des jeunes, le Forum européen de la jeunesse entend s'emparer de cette problématique (voir ci-contre).

Manque de confiance et d'estime en soi

La pauvreté chez les jeunes est d'autant plus choquante que ceux-ci ont souvent hérité de la pauvreté, après avoir grandi dans des familles qui faisaient tout pour offrir à leurs enfants une maigre chance de réussir dans la vie. Nombreux sont les jeunes qui, grandissant dans la pauvreté, se retrouvent placés par l'Etat dans des homes pour enfants où leurs contacts sociaux se limitent souvent aux travailleurs sociaux et à d'autres jeunes venant des mêmes milieux qu'eux.

De manière générale, les jeunes qui ont grandi dans la pauvreté et l'exclusion craignent de participer à la vie «normale», d'avoir un emploi et de vivre la vie de tout le monde, car leurs expériences de vie dans la société les ont poussés à croire qu'ils sont incapables de s'y adapter. Quand ils ont le choix de vivre seuls, ils ont besoin d'un accompagnement pour surmonter toutes les formalités qui leur sont imposées. Faute d'accompagnement, les jeunes, confrontés à l'exclusion sociale et manquant souvent de confiance ou d'estime en soi, démissionnent souvent et se replongent dans leur «ancienne

vie», où il leur sera impossible d'améliorer leur statut personnel.

Etant donné la tendance démographique actuelle en Europe, où les jeunes Européens deviennent rapidement une ressource rare, avant d'acquiescer de plus en plus de valeur, nous n'avons d'autre choix politique que de donner une véritable chance à cette «génération sacrifiée».

Un Pacte européen pour la jeunesse

L'importance de combattre la pauvreté chez les jeunes est reconnue par tous. En effet, «l'élimination de la pauvreté chez les jeunes et les enfants» est l'une des sept priorités de la Stratégie «inclusion sociale». En outre, lorsqu'ils ont adopté le Pacte européen pour la jeunesse, les Etats membres se sont engagés en faveur de la jeunesse européenne. Contrairement à la Stratégie pour l'inclusion sociale, le Pacte européen pour la jeunesse a été intégré dans sa totalité dans la stratégie révisée de Lisbonne et contient un engagement politique visant à œuvrer au niveau national pour l'inclusion sociale des jeunes et à combattre les échecs scolaires, qui concernent une large proportion des populations pauvres. Ce Pacte sera le principal outil pour éradiquer la pauvreté des jeunes en Europe d'ici à 2010.

Les Etats doivent en priorité chercher à changer les mentalités. Dans nos sociétés, la pauvreté est toujours perçue comme un échec personnel, une incapacité à s'adapter à un système qui, lui, fonctionne, plutôt qu'un échec du système. Dans une économie mondialisée, où la flexibilité, l'innovation et la rapidité sont les mots d'ordre, cette approche traditionnelle de la pauvreté n'a plus de sens. En réalité, les jeunes qui vivent en situation de pauvreté souffrent principalement d'être rejetés par leur environnement le plus proche, car la pauvreté enfante la solitude et l'isolement social. En outre, l'isolement rend difficile de tenter un nouveau départ dans la vie. Voilà pourquoi nous devons changer la réalité du monde moderne, où les jeunes sont piégés par la pauvreté. Voilà ce qui devrait, ces prochaines années, être notre priorité numéro un.

Marta Escibano

Membre du Bureau du Forum européen de la jeunesse

La Constitution européenne: pomme de discorde

Si la société tchèque semble accepter la Constitution, le Président, lui, s'y oppose (*).

La République tchèque est le seul pays membre de l'Union européenne qui n'a pas encore décidé si la ratification de la Constitution européenne passera par une décision du Parlement tchèque ou fera l'objet d'un référendum. Les citoyens tchèques pèsent actuellement le «pour» et le «contre». Pour choisir leur camp, ils réclament des informations indépendantes sur la Constitution européenne et sur les débats en cours, afin de pouvoir se préparer à l'éventualité d'un référendum.

Force est de reconnaître que le projet actuel de Constitution européenne est le résultat d'une longue négociation entre les Etats membres de l'UE et qu'il n'est donc pas «le résultat de la lourde bureaucratie européenne», comme certains le disent souvent, à tort. Grâce à l'esprit d'ouverture (relative) de la Convention sur l'avenir de l'Europe, qui a jeté les bases du projet de Constitution européenne, des politiciens tchèques ont pu s'associer au processus; les divers projets de documents étaient publiés sur Internet et un plus grand nombre d'acteurs ont pu participer au débat.

Les articles à la Une

Certains articles intéressent plus particulièrement la société tchèque:

- L'article I-3-3 déclare que l'UE combat l'exclusion sociale et les discriminations, et promeut la justice et la protection sociale, l'égalité entre les femmes et les hommes, la solidarité entre les générations et la protection des droits de l'enfant.
- L'article III-117 précise: «Dans la définition et la mise en œuvre des politiques et actions visées à la présente partie, l'Union prend en compte les exigences liées à la promotion d'un niveau d'emploi élevé, à la garantie d'une protection sociale adéquate, à la lutte contre l'exclusion sociale ainsi qu'à un niveau élevé d'éducation, de formation et de protection de la santé humaine». Si la Constitution européenne est ratifiée partout, l'interprétation de cet article sera un appel aux Etats membres de l'UE en faveur d'une véritable politique d'inclusion sociale. Dans les Traités précédents, on parlait de l'inclusion

sociale comme d'un objectif de la politique sociale et non pas comme un objectif de l'UE en tant que telle.

- L'article III-267-2d énonce l'obligation de lutter contre le trafic des êtres humains, notamment des femmes et des enfants. C'est un domaine pour lequel une collaboration au sein et entre les Etats membres sera inévitable.
- Pour la plupart des minorités et des groupes exclus de la société, pauvreté et discrimination vont de pair. La discrimination en Europe, notamment en République tchèque, s'accroît particulièrement à l'encontre des minorités raciales et ethniques, comme les Tziganes ou les réfugiés. L'article horizontal III-118 est un pas en avant puisqu'il précise que l'UE vise à lutter contre la discrimination fondée sur le sexe, l'origine raciale et ethnique, la religion ou la croyance, le handicap, l'âge ou l'orientation sexuelle.

Des craintes s'expriment

En règle générale, en République tchèque, les plus grands motifs d'inquiétude en lien avec l'inclusion sociale concernent le financement des services accessibles aux personnes à faible revenu: coupes sombres dans les budgets, dérégulation, passage à l'économie de marché et privatisation. L'article III-122 sur le soutien aux services d'intérêt général tend à répondre à ces craintes, même si l'on peut se demander si ce soutien sera suffisamment fort pour contrer la tendance néo-libérale actuelle.

Le rôle de la société civile

Le projet propose également une nouvelle base juridique pour définir les rapports entre les institutions nationales et la société civile. Les institutions ont l'obligation de rendre le dialogue ouvert, transparent et régulier, de façon à permettre aux citoyens et à leurs représentants de s'exprimer publiquement sur tous les domaines d'activité de l'UE.

Autrement dit, la Constitution européenne s'intéresse au sort des citoyens européens défavorisés, en soulignant l'apport de la société civile. Ce qui n'est pas négligeable, en particulier dans le contexte de la société tchèque.

Milena Cerna - EAPN RT

(* Cet article a été écrit avant les référendums français et néerlandais, et le Conseil européen de juin.

LE MODÈLE SOCIAL EUROPÉEN, VU DE PRAGUE

Certains macro-économistes tchèques ne reconnaissent pas l'existence d'un modèle social européen. D'après eux, s'il est possible de mettre en place un modèle social au niveau national, c'est impossible au niveau européen. Ils ajoutent que les politiques sociales doivent rester des compétences nationales et que seule l'intégration économique européenne est envisageable afin d'arriver à la monnaie commune (d'après Rusnoka, 2005).

Pourtant, les citoyens tchèques et les organisations qui les représentent, telles EAPN République tchèque, s'intéressent à cette question et considèrent que le modèle social européen mérite une place centrale dans le projet de construction de l'Union européenne. Mais nous sommes convaincus que le renforcement du modèle social européen exige plus qu'une simple affirmation de son existence.

Des actions concrètes s'imposent: le grand public, l'administration publique, les municipalités se voilent souvent la face et ignorent le phénomène de la pauvreté. Il arrive même parfois que les personnes qui travaillent dans les services sociaux de l'administration publique ne voient dans les populations menacées d'exclusion sociale qu'un problème dont il faut se débarrasser au plus vite. Fort heureusement, en République tchèque comme ailleurs, des associations sans but lucratif transcendent les limites posées par les stratégies officielles et s'attaquent, par exemple, aux liens entre la pauvreté, l'ethnicité et le racisme.

M.C.

A quoi ressemble le réseau tchèque?

Après la Révolution de velours en 1989, les ONG en République tchèque furent les premières à développer de nouvelles méthodes en matière de travail social dans le cadre de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (signalons notamment que l'isolement des personnes handicapées était l'une des caractéristiques évidentes du système totalitaire qui a précédé). Dans le même temps, les ONG ont développé leurs activités afin de renforcer la qualité des services sociaux et d'obtenir du gouvernement qu'il rédige une législation sur les services sociaux en accord avec les besoins réels des utilisateurs.

Naissance du réseau

Le réseau tchèque d'EAPN a été créé quelques semaines après l'adhésion de la République tchèque à l'Union européenne en mai 2004. Au cours de cette même année, l'Assemblée générale d'EAPN organisée à Groningen l'a formellement accepté parmi ses membres.

EAPN RT a constitué en République tchèque un espace d'échange d'opinions, d'informations et d'expériences dans le but de s'inscrire dans les activités du réseau européen. Le premier objectif poursuivi est de pousser les autorités publiques tchèques à reconnaître l'existence de la pauvreté et de l'exclusion sociale au niveau national, de faire tomber les obstacles sociaux et politiques auxquels sont confrontées les personnes menacées par la pauvreté et l'exclusion sociale, et d'œuvrer à leur intégration dans la société.

Les activités

On peut résumer comme suit les activités d'EAPN RT:

- Tout faire pour que l'inclusion sociale et la lutte contre la pauvreté deviennent des objectifs prioritaires aux yeux de l'administration publique et ce, à tous les niveaux.
- Soutenir, développer et mener des activités visant l'inclusion sociale.

La pauvreté en République tchèque

Taux de pauvreté global: 8%, soit le moins élevé parmi les nouveaux Etats membres - Hommes: 7%, Femmes: 9%.

En l'absence de transferts sociaux, ce taux passerait à 39% - Hommes: 35%, Femmes: 42%

Ménages les plus touchés: familles monoparentales (30%), familles nombreuses avec trois enfants dépendants ou plus (20%), adultes seuls de moins de 65 ans (16%).

Taux d'emploi: 54% - Hommes: 63%, Femmes: 47%

Taux de pauvreté au sein de la population active («travailleurs pauvres»): 3% (UE-25: 7%).

Taux de chômage: 6% - Hommes: 6%, Femmes: 6%

Taux de pauvreté au sein des chômeurs: 36%

Répartition au sein de la population en situation de pauvreté: employés: 22% - chômeurs: 32% - retraités: 14% - autres «inactifs»: 32%

Source: PAN Inclusion de la République tchèque, 2004-06

- Promouvoir l'accès aux technologies de l'information et à l'enseignement pour les personnes menacées d'exclusion sociale.
- Soutenir le développement de services sociaux de qualité pour les populations menacées par l'exclusion sociale, dans le but de maintenir et de soutenir leurs droits humains fondamentaux.
- Faire le lien entre les personnes et les organisations actives dans le champ de la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale
- Faire connaître les méthodes de travail utilisées sur le territoire de l'Union européenne.
- Bénéficier de l'expérience d'autres pays et participer à la mise en place de politiques nationales d'inclusion sociale.

Les membres

Peuvent rejoindre le réseau les organisations du secteur associatif actives au niveau national ou régional dans le domaine de l'inclusion sociale et de la lutte contre la pauvreté ou des réseaux d'organisations, ainsi que toute personne physique active dans cette lutte. Les personnes morales ont l'obligation d'œuvrer dans l'intérêt des personnes menacées ou vivant en situation de pauvreté et d'exclusion sociale, et de suivre une approche non discriminatoire.

Voici la liste des organisations membres d'EAPN RT en date du 30 avril 2005:

- Armée du Salut République tchèque (travail social avec les sans-abri, les prisonniers etc.)
- Dzeno (initiative civique Rom de diffusion audiovisuelle, de publications et de relations publiques)
- Diagonie de l'Eglise évangélique des Frères tchèques
- IQ Roma servis Brno
- L'école du travail de Kofoed
- Christian and Work (un groupe d'experts associé à la Faculté d'économie de Prague)
- Nadeje («Espoir»: organisation humanitaire travaillant dans toutes les régions de la République tchèque)
- Caritas République tchèque (nombreux services sociaux et de santé couvrant la République tchèque et activités à l'étranger également)
- SKOK (réseau d'ONG dans les domaines sociaux et des soins de santé, par exemple la santé mentale, le sans-abrisme, etc.)
- Diagonie silésienne (assistance aux enfants souffrant de handicaps multiples, soutien aux chômeurs de longue durée, soins aux personnes âgées).

M.C.

Pauvreté, solitude et isolement sont souvent les ingrédients d'un cercle vicieux qui mène à l'exclusion sociale

N°112
Mai - Juin 2005

Imprimé en Français et en Anglais
et disponible en d'autres langues
sur www.eapn.org

Editeur responsable
F. Farrell

Responsable de publication
V. Forest

Rue du Congrès 37-41 bte2
B-1000 Bruxelles
tél. 32 2 230 44 55
fax 32 2 230 97 33

E-mail: team@eapn.skynet.be
Internet: <http://www.eapn.org>

Avec la contribution de
C. Fonseca

Bureau de dépôt
1600 Sint Pieters Leeuw 1

Nouvelles du Réseau vise à alimenter le débat sur des thèmes spécifiques. Les opinions exprimées ne reflètent pas nécessairement celles d'EAPN. Si vous désirez commenter le contenu de ce numéro, envoyez un courriel à team@eapn.skynet.be



Avec le soutien
de la Commission européenne